De la chouannerie à la gendarmerie ?

Les captations partisans de la force publique dans les départements de l'Ouest (1814-1832)

Aurélien Lignereux

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/75>

DOI : 10.4000/abpo.75

ISBN : 978-2-7535-1506-2

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2007

Pagination : 109-119

ISBN : 978-2-7535-0510-0

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Aurélien Lignereux, « De la chouannerie à la gendarmerie ? », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 114-2 | 2007, mis en ligne le 14 octobre 2009, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/75> ; DOI : 10.4000/abpo.75

De la chouannerie à la gendarmerie ?

Les captations partisans de la force publique dans les départements de l'Ouest (1814-1832)

Aurélien LIGNEREUX

ATER à l'université de Chambéry,
CERHIO – université du Maine

Si la trajectoire exemplaire de Vidocq, bagnard devenu policier, a frappé les esprits, les troubles politiques du début du XIX^e siècle ont donné naissance, sur une plus large échelle, à une autre figure antithétique, celle du chouan devenu gendarme. On ne saurait trouver raccourci plus abrupt de la réversibilité des positions sous le choc des transitions. Cumulant l'opprobre attachée au gendarme, instrument de la conscription napoléonienne, et le mépris haineux à l'encontre du chouan, qui traîne derrière lui un passé réputé sanglant, ce type hybride incarne le pouvoir de coercition d'État détourné à des fins politiques. De fait, un homme comme Louis de Cadoudal, nommé sous Polignac lieutenant-colonel de la 6^e légion à Angers, polarise la haine des libéraux, au point d'échapper de peu à la mort lors de l'émeute du 6 juin 1830¹, alors que le neveu du grand chouan n'a lui-même pas chouanné². Cet amalgame incite à revenir « à rebrousse-poil » sur cette prétendue captation partisane de la gendarmerie³.

L'Ouest cristallise les tensions. Ce n'est certes pas la seule région des heurts entre le peuple royaliste et des gendarmes bonapartistes, et où des volontaires royaux ont intégré les compagnies sous la Seconde Restauration,

1. AUBERT, Christophe, *La Répression des manifestations séditieuses de l'opposition politique en Maine-et-Loire au XIX^e siècle (1814-1870)*, doctorat, Droit, Rennes I, dir. Marie-Yvonne CREPIN, 1995, p. 147.

2. S'il n'hésite pas à réclamer l'attribution de places civiles et militaires « aux vieux Vendéens, [à] ces Bretons dont la misère égale l'égoïsme » (situation politique des départements, 6 mars 1830, Arch. nat., F⁷ 6777), Cadoudal est en butte aux jalousies de vétérans comme Julien GUILLEMOT (*Lettre à mes neveux sur la chouannerie*, Rennes, La Découverte, 1996 [1859], p. 271-272).

3. WARESQUEL, Emmanuel de, *L'Histoire à rebrousse-poil. Les élites, la Restauration, la Révolution*, Paris, Fayard, 2005, 186 p.

à l'exemple de l'Ardèche, du Gard ou de la Lozère. Cependant, l'ampleur des luttes sous la Révolution, la compression des oppositions sous Napoléon à l'aide d'un dispositif gendarmique exceptionnel⁴, la relance des affrontements ouverts dans l'hiver 1814 et surtout au printemps suivant, font de l'Ouest le lieu emblématique des conflits. Une riche bibliographie retrace l'enchaînement des combats⁵, permettant de se tourner sur leurs séquelles, le rétablissement de la paix civile et le reclassement des anciens chouans⁶. À ce titre, l'étude de la recomposition de la gendarmerie offre un angle d'approche privilégié. Cette appropriation est complexe dans la mesure où elle se redéfinit d'une Restauration à l'autre, et qu'elle implique deux vainqueurs : les bandes chouannes et les autorités royalistes.

La Première Restauration : le pari du pardon au-delà des rancœurs

Au printemps 1814, les gendarmes restent chargés de faire respecter l'ordre et les lois du roi, mais ils souffrent d'un déficit de légitimité vis-à-vis des bandes qu'ils pourchassaient jusque là. Le corps adopte une ligne légaliste d'autant plus appréciée des nouvelles autorités que celles-ci s'inquiètent des revendications des volontaires royaux. Une démonstration de force, les 3-4 mai 1814, dans les cantons ruraux autour de Nantes et de Montaigu, amène des milliers de paysans au son du tocsin. Si les désordres se limitent à quelques gendarmes insultés et à une poignée de maisons pillées, l'émotion est telle que des maires se réfugient à Nantes avec des brigades menacées, comme celles du Loroux, Vallet et Clisson⁷. Les mots d'ordre annoncent l'expulsion de la gendarmerie, préambule aux représailles contre les acquéreurs de biens nationaux, l'épuration des administrateurs et des prêtres compromis sous Napoléon, et, plus généralement, la proscription des Patauds. Après ces mesures contre-révolutionnaires, un second volet indique un programme proche de l'utopie paysanne (exemption d'impositions indirectes pendant dix ans, suppression des droits du sel, du vin et

4. En 1810, sur les 2017 brigades de l'ancienne France, 444 sont encasernées dans 9 départements de l'Ouest, soit 22 %. Ces compagnies comptent en moyenne plus de 49 brigades, alors que celles du reste du pays n'en ont pas 21.

5. Ces heurts constituent un bon exemple de zones grises où, si l'on ne peut pas encore parler de guerre civile, il ne s'agit déjà plus de maintenir l'ordre : bref, la situation est taillée pour un corps mixte tel que la gendarmerie, sous réserve d'adaptation : LIGNEREUX, Aurélien, « Force à la loi ? » *Rébellions à la gendarmerie et autorité de l'État dans la France du premier XIX^e siècle*, doctorat, Histoire, dir. Nadine VIVIER et Jean-Noël LUC, décembre 2006, p. 218-235.

6. Jean-Noël Azé met en relief un phénomène ancien combattant : *Les blancs, les bleus et les autres... La chouannerie mayennaise et sa mémoire (1789-XX^e siècle)*, doctorat, Histoire, dir. Roger DUPUY, Rennes 2, 2004, 576 p.

7. Le commandant des 12^e et 22^e divisions militaires au ministre de la Guerre, 11 mai 1814, Département de l'armée de terre (DAT désormais), C¹⁴ 5. Pour une mise en perspective : MARTIN, Jean-Clément, *La Vendée de la mémoire (1800-1980)*, Paris, Seuil, 1989, p. 39-41.

du tabac)⁸. De telles manifestations embarrassent le nouveau pouvoir et révèlent l'impuissance de la gendarmerie. Le colonel Noireau, en poste à Angers depuis 1797, estime imprudente une répression qui serait dénoncée comme une persécution des royalistes⁹. De fait, la rumeur d'expéditions de gendarmes contre les royalistes agite la région, symptôme d'une mise en cause de l'administration et des méthodes héritées de l'Empire¹⁰.

L'ancienne Vendée militaire n'est pas le seul théâtre des tensions. En Ille-et-Vilaine, le lieutenant Durand informe ainsi son capitaine des bruits d'un rassemblement prévu le 14 juillet « pour égorguer ou chasser la gendarmerie et venir à Vitré même attaquer les autorités ». Quoique sceptique, le lieutenant réunit ses brigades à la sous-préfecture¹¹. Au-delà de ces menaces, la précarité de l'ordre légal se vit au quotidien. Les provocations se multiplient, à l'exemple de la Mayenne, où, fin juin, des agressions ont lieu à Cuillé, Villiers ou Peuton, au cours desquelles se distingue Moustache, un ancien chouan, domestique de M^{me} de Chavagne et décoré de la croix de Saint-Louis¹². Les gendarmes sont insultés et molestés, ce qui ruine la crédibilité et l'efficacité du corps : les recherches contre les déserteurs sont suspendues de fait. Le capitaine Pitat en appelle à la fermeté des autorités pour éviter une confrontation :

« Jusqu'à ce jour la gendarmerie a entendu avec une patience et une douceur admirable tous les sots propos des anciens chouans qui affectent de saisir toutes les circonstances pour l'humilier. [...] il est bien dur pour d'anciens et braves militaires de se voir insulter à chaque instant sans oser dire un mot ; si cela continue il est possible que les nouveaux gendarmes que l'on vient de nous envoyer et dont la première vertu n'est peut-être pas la patience, ne souffrent pas volontiers qu'on les moque¹³. »

Soucieux de disposer d'une force de l'ordre expérimentée, les dirigeants de la Première Restauration maintiennent les effectifs¹⁴, sous réserve d'un brassage prudent. Le rapatriement des gendarmes des départements réunis permet de renouveler les rangs, tout en reclassant des gendarmes licenciés.

8. Le capitaine de la gendarmerie de la Loire-inférieure au chef de la 5^e légion, 3 mai 1814, DAT, C¹⁴ 4.

9. Le commandant de la 5^e légion au Premier inspecteur général de la gendarmerie, 4 mai 1814, DAT, C¹⁴ 4.

10. Le préfet des Deux-Sèvres au ministre de la Guerre, 4 juin 1814, DAT, C¹⁴ 7. Busche, en poste depuis 1813, dénonce dans ces bruits une manipulation de La Rochejaquelein.

11. Le lieutenant de gendarmerie à Vitré au capitaine de la compagnie d'Ille-et-Vilaine, 14 juillet 1814, DAT, C¹⁴ 8. Jean-François PÉNIGUEL cite d'autres incidents : *Le Maintien de l'ordre dans les campagnes bretonnes au XIX^e siècle. L'exemple de la gendarmerie de l'Ille-et-Vilaine (1800-1870)*, doctorat, Droit, dir. François BURDEAU, Rennes I, 1999, p. 253.

12. Le ministre de la Guerre au comte Beugnot, directeur général de la police, 18 juillet 1814, DAT, C¹⁴ 9.

13. Le capitaine de la gendarmerie de la Mayenne au lieutenant général commandant le département, 31 juillet 1814, DAT, C¹⁴ 4.

14. La couverture du Segréen et des Mauges est aussi forte en octobre 1814 qu'en juin 1813 (GARNIER, Catherine, *La Gendarmerie dans le Maine-et-Loire de 1791 à 1815*, maîtrise, Histoire, dir. Jean-Guy PETIT, Angers, 1996, p. 61).

En août 1814, la Vendée compte 38 brigades, rassemblant 228 sous-officiers et gendarmes, dont 214 présents. Mais seuls 86 (40 %) servaient dans le département avant la chute de Napoléon. Les 128 nouvelles recrues viennent pour la plupart des compagnies de Hollande et de la rive droite du Rhin. Toutes les brigades sont mixtes. En revanche, l'encadrement est assuré à 58 % par des sous-officiers qui ont servi en Vendée sous l'Empire¹⁵.

En définitive, rares sont les volontaires royaux introduits au sein des compagnies, comme ceux placés par un chef vendéen comme Suzannet. Plutôt que sur des royalistes zélés mais remuants, le gouvernement préfère s'appuyer sur des professionnels plus obéissants. Il n'est pas donné suite aux projets de création de gardes nationales rurales¹⁶. Bien qu'elles aient l'avantage d'exercer la police que la gendarmerie ne peut plus effectuer et de contrôler l'organisation militaire des paroisses qu'il s'avère impossible de désarmer, elles risquent aussi d'aboutir à une force alternative, en mesure de se substituer aux gendarmes.

S'il n'y a pas d'épuration massive au retour de Napoléon, c'est d'abord parce que Louis XVIII n'avait pas modifié en profondeur la composition du corps, sauf au niveau des cadres. Les autorités impériales chassent alors des rangs d'anciens émigrés, tels que Vigand, lieutenant à Parthenay, Raoul de Prey de la Morlais, à Redon, ou Gardin de La Bourdonnaye, à Saint-Brieuc¹⁷.

La Seconde Restauration : la volonté de rupture à l'épreuve des réalités

Durant les Cent-Jours, l'image des gendarmes pâtit de leur implication dans les combats. Sans prendre les formes sanglantes de la Terreur blanche méridionale, l'été 1815 est marqué dans l'Ouest par des réactions qui mettent à mal la position de la gendarmerie. Le retour des brigades dans leurs résidences donne lieu à des épreuves de force. Dans les Côtes-du-Nord, plusieurs brigades sont désarmées ; le rétablissement de celle de Quintin est retardé sur le refus de Courson de La Villevalio dont l'un des hommes menace, fusil en main, les gendarmes de Plœuc¹⁸. Fin juillet, la situation est plus préoccupante encore dans la Loire-inférieure : la brigade de Guérande, partie rejoindre sa résidence, a été agressée à Savenay ; celle de Pontchâteau est sous le contrôle du comte de Coislin, qui non seulement lui interdit d'effectuer son service et même de porter l'uniforme, mais la force encore à faire des réquisitions et à porter des dépêches pour son

15. Contrôle nominatif de la compagnie de la Vendée, 4 août 1814, DAT, C¹⁴10.

16. Le général commandant les 12^e et 22^e divisions militaires au ministre de la Guerre, 16 juin 1814, DAT, C¹⁴ 8.

17. L'inspecteur général de gendarmerie Saunier et le général commandant la 13^e division militaire au ministre de la Guerre, 24-26 mars 1815, DAT, C¹⁶ 2.

18. Le maréchal de camp commandant le département des Côtes-du-Nord au ministre de la Guerre et au lieutenant général commandant la 13^e division militaire, 20 et 22 juillet 1815, DAT, D³ 2.

compte. La brigade de Guéménée est réduite à l'impuissance. Les brigades de Savenay, de Blain, de Port-Saint-Père et de Machecoul se sont réfugiées à Nantes. Les gendarmes de Pont-James et de Léger sont renvoyés sans armes à la préfecture. Toute la lieutenance de Châteaubriant attend aussi à Nantes de pouvoir réintégrer sa circonscription ; il en est de même des brigades de Clisson, du Vallet, d'Aigrefeuille, des Sorinières et de Sautron¹⁹.

Le rapport de force est défavorable aux gendarmes, condamnés à expier leur soutien à Napoléon. Au Lion-d'Angers, le 25 août, jour de la Saint-Louis, 26 gendarmes de l'armée de la Loire sont désarmés après qu'un des volontaires royaux, chargés de la police du canton en l'absence de la brigade, ait remarqué la cocarde tricolore que dissimulait un maréchal des logis²⁰. Les volontaires royaux qui entrent dans Pontivy au mois d'août sont « irrités spécialement contre les gendarmes ». Certains tentent de désarmer Hannot, un maréchal des logis décoré. Le choc est évité grâce à l'interposition de Guillemot, qui assure la retraite de la gendarmerie dans les Côtes-du-Nord, tandis que leur caserne est pillée²¹. Le scénario se répète à Vannes : des volontaires royaux, venus d'Elven pour être passés en revue le 3 septembre, se mutinent à la vue des gendarmes, si bien que le comte de Floirac envoie les gendarmes à Lorient²². En Vendée, la compagnie est, elle aussi, menacée. Début octobre, les gendarmes évacuent la préfecture pour se replier à Fontenay-le-Comte après une rixe et sous la menace des chefs vendéens de faire entrer 2000 hommes dans la ville²³.

Les contradictions des nouvelles autorités contribuent à la confusion. Contrairement à 1814, la gendarmerie suscite la méfiance pour s'être investie au service de l'ordre napoléonien. La marge de manœuvre de l'administration est cependant étroite : dans l'automne 1815, il s'agit de reconstituer une gendarmerie capable de se substituer aux corps paroissiaux²⁴. Les brigades doivent en être acceptées, ce qui suppose de placer des insurgés en leur sein, mais n'est-ce pas doter d'un dangereux moyen d'action les chefs royalistes qui, tels que La Trémoille, d'Autichamp ou Sol de Grisolles, font pression pour placer leurs hommes dans les brigades²⁵, ou pour préserver un état de fait qui conforte leur influence ? Le comte de Vitré, commandant le département des Deux-Sèvres, conteste l'arrivée du colonel Bourgeois, chargé par le ministre de la Guerre de désigner les recrues de la gendarmerie. Né à Angers, Bourgeois a servi en Vendée sous la Révolution, puis dans la gendarmerie

19. Le capitaine de la gendarmerie de la Loire-inférieure au maréchal de camp commandant le département, 31 juillet 1815, DAT, D³ 3.

20. Le maréchal de camp d'Andigné commandant le département du Maine-et-Loire au ministre de la Guerre, 30 août 1815, DAT, D³ 6.

21. GUILLEMOT, Julien, *Lettre à mes neveux sur la chouannerie...*, op. cit., p. 280.

22. Le commandant de la 13^e division militaire au ministre de la Guerre, 12 septembre 1815, DAT, D³ 8.

23. Bulletin de police du 17 octobre 1815, Arch. nat. F⁷ 3786.

24. DENIS, Michel, *Les Royalistes de la Mayenne et le monde moderne*, Paris, Klincksieck, 1977, p. 117.

25. Correspondance du ministère de la Guerre, 11 et 18 août 1815, DAT, D³ 5.

d'élite avant celle d'Espagne : sa présence « fera un fort mauvais effet » vu que « [l]es habitants se sont prononcés pour ne pas voir de gendarmes étrangers dans leur pays et ils en ont désarmé plusieurs²⁶ ». Une période d'adaptation est jugée nécessaire. L'ordre public continuerait d'être assuré par une force de substitution : une compagnie de trente éclaireurs à cheval, milice patriotique organisée par M. de Vitré de concert avec le préfet, conformément au traité entre les chefs vendéens et le commissaire du Roi.

Le nouveau pouvoir préfère s'approprier la force publique héritée de Napoléon, tout en veillant à la fiabilité de ses membres au moyen d'une épuration systématique en 1816. Le cas de l'Ille-et-Vilaine a été étudié²⁷. En complément et en portant davantage attention au profil des recrues, il est bon de s'intéresser à la Sarthe, département qui, bien qu'à la frontière des insurrections, en a subi toutes les conséquences. Encore faut-il prendre garde de mettre en perspective le recrutement de 1815-1816 avec les mutations précédentes.

Les aléas du recrutement de la compagnie de la Sarthe (1810-1829)²⁸

	1810-1812	1813-03/1814	04/1814-03/1815	Cent-Jours	07/1815-fin 1816	1817-1820	1821-1829	TOTAL
Départs	70	28	85	11	156	56	119	525
Arrivées	37	64	75	43	117	61	114	511
Sarthon d'origine	16 %	44 %	15 %	82 %	63 %	40 %	31 %	40 %
Sans expérience militaire officielle	13 %	75 %	0	42 %	34 %	5 %	8 %	25 %
Volontaires royaux	0				53 %	11 %	6 %	15 %
Solde	- 33	+ 36	- 10	+ 32	- 39	+ 5	- 5	- 14

La compagnie perd une part notable de son effectif entre 1810 et 1812. À partir de 1813, un rattrapage s'opère avec l'arrivée de 46 élèves gendarmes, sans expérience militaire. Contrairement à la période antérieure, on puise davantage au sein du département. La Première Restauration constitue une remise en ordre. Les 85 départs rayent des rangs les hommes usés ; ils sont remplacés par un personnel expérimenté, venu surtout des légions d'Espagne ou des départements réunis. C'est lors des Cent-Jours que le recrutement déroge le plus aux règlements. Le décret du 1^{er} mai 1815, qui ouvre le corps aux volontaires civils, gonfle dans l'urgence la compagnie

26. Le général commandant les Deux-Sèvres au ministre de la Guerre, 11 novembre 1815, DAT, D³ 14.

27. PÉNIGUEL, Jean-François, « Les épurations dans la gendarmerie en Ille-et-Vilaine sous la Seconde Restauration », *Revue Historique des Armées*, 1999, n° 215, p. 117-128 ; *Le Maintien de l'ordre dans les campagnes bretonnes...*, op. cit., p. 275-322.

28. Contrôle des troupes : Sarthe, DAT, 42 YC 1335-1336.

en faisant appel à un personnel de proximité. L'origine intra-départementale est même un indice de soutien politique. Si l'on se réfère à la carte de la chouannerie, on remarque que 59 % des nouvelles recrues sarthoises viennent de cantons républicains, alors que 19 % seulement sont originaires des cantons « mauvais ou très mauvais » et le reste de cantons républicains mais vite « découragés²⁹ ».

La purge de 1815-1816 exclut la quasi-totalité des gendarmes des Cent-Jours, ainsi que nombre de vétérans de la Révolution et de l'Empire. À leur place, on fait appel à des royalistes éprouvés : 64 nouveaux promus ont participé à l'insurrection de 1815 (et au moins 25 d'entre eux ont fait le coup de feu contre les Bleus dès avant 1800). Quant aux autres, le jury assure qu'ils ont servi le parti royaliste ou qu'« ils pensent bien³⁰ ». On puise parmi les candidats locaux (74 Sarthois, mais aussi 12 natifs de Mayenne), recommandés par les meilleures familles du département, ce qui introduit une logique clientéliste. À l'inverse des Cent-Jours, 73 % de ces recrues sont originaires des cantons du sud-ouest, favorables à la chouannerie. Un retour à la normale s'effectue les années suivantes : il se manifeste par un point d'équilibre entre les départs et les arrivées, par la diminution de la part des anciens insurgés et par l'application stricte des règlements (taille et service requis dans l'armée de ligne).

L'introduction de chouans dans la gendarmerie est donc réelle, mais elle n'infléchit pas durablement la composition du corps. Il est rare de plus que des chouans accèdent aux postes de commandement : Gabriel Coignard, ancien lieutenant de Billard de Veaux, ou René Chauveau, capitaine de la paroisse de Bazougers, sont admis simples gendarmes³¹. Un chef de guerre comme Pierre-Michel Gourlet obtient avec peine une place de lieutenant à Amiens en septembre 1816³². Des émigrés leur sont préférés. Il n'en demeure pas moins que, même choisis parmi d'anciens républicains – à l'exemple de Pellecier, capitaine de la gendarmerie du Morbihan –, une partie des officiers, d'obédience ultra, est soupçonnée de favoriser les menées des anciens vendéens. Le colonel Renou de Labrunie se plaint de la fidélité des gendarmes envers les chefs royalistes, auxquels ils doivent leur emploi, si bien que, lors des troubles frumentaires de novembre 1816 en Vendée ou de septembre 1817 à Bressuire, les préfets ne comptent guère sur les brigades³³.

29. BOIS, Paul, *Paysans de l'Ouest. Des structures économiques et sociales aux options politiques depuis l'époque révolutionnaire dans la Sarthe*, Paris, Mouton, 1966, p. 162.

30. 17 recrues sont qualifiées de la sorte par le jury, 20 février 1816, Arch. dép. de la Sarthe, 5 R 6.

31. AZÉ, Jean-Noël, « Gloires et déboires des chefs chouans mayennais au XIX^e siècle », *Annales Historiques de la Révolution Française*, juil.-sept. 2005-3, n° 341, p. 126; *Les blancs, les bleus et les autres...*, op. cit., p. 367.

32. RACINEUX, Alain (éd.), *Pierre-Michel Gourlet. Révolution, Vendée, Chouannerie. Mémoires inédits (1789-1824)*, Cholet, Éd. du Choletais, 1989, 193 p.

33. Bulletin de police du 24 novembre 1816, Arch. nat., F⁷ 3787; le colonel de la 9^e légion au ministre de la Guerre, 6 septembre 1817, DAT, D³ 47.

Une reprise en main s'effectue progressivement. Pour la gendarmerie, les chouans sont des recrues paradoxales, qui ont acquis leur notoriété en luttant contre elle et qui, bénéficiant d'un fort ancrage local, ne se plient guère au cadre réglementaire. Pour le gouvernement, ces vétérans sont gênants : il craint de pérenniser une influence née d'une insurrection, susceptible de se poser en contre-pouvoir et de compromettre la pacification. Certains de ces anciens chouans sont donc exclus, à l'instar de Diot, ancien domestique de La Rochejaquelein, entré dans la compagnie des Deux-Sèvres en 1817, après avoir guerroyé contre les gendarmes. La demande de secours qu'il fait adresser au directeur général du ministère de la maison du roi est intéressante dans la mesure où elle montre les recrues de 1816 dépassées par des enjeux sur lesquels ils n'ont pas prise : « Au retour du Roi, j'étais entré dans la gendarmerie. On m'en a ôté sous le prétexte que je ne savais ni lire ni écrire, quoique je l'eusse dit en rentrant³⁴. »

Ce licenciement ne se fait pas sans heurts : en septembre 1819, des gendarmes congédiés, anciens vendéens, menacent le sous-préfet de Segré et leur lieutenant ; en janvier suivant, Audrin, chassé de la compagnie de la Loire-inférieure, est surveillé en raison de ses relations avec des chefs vendéens et d'autres gendarmes réformés³⁵. Les efforts effectués dans un sens peuvent aboutir à l'excès inverse. À propos de la Vendée, le colonel de la 9^e légion regrette la gendarmerie *introuvable* de 1816 et déplore les changements opérés en 1817 : « On sait qu'on ne se refait pas de ce qu'on a de mieux ». Les volontaires royaux ont été remplacés par « beaucoup d'hommes indisciplinés, turbulents, ivrognes et peu zélés pour le service du Roi, quelques-uns imbus de principes si éloignés de ceux du gouvernement qu'à peine le nom du Roi leur était connu³⁶. »

La normalisation à l'issue de la chouannerie du début des années 1830

Malgré ce rééquilibrage, la vigilance libérale ne faiblit pas. En 1818, l'impunité dont jouit un gendarme, ancien chouan, qui a tué un artilleur à Noyal-sur-Vilaine, fait scandale à Rennes³⁷. Le procès de Noël Grippat, lieutenant à Bressuire et protégé de La Rochejaquelein, d'Andigné ou d'Autichamp, pour faux témoignage dans une affaire qui a entraîné la condamnation d'un de ses brigadiers pour attentat à la pudeur, est l'occasion de critiques d'autant

34. COLLE, Jean-Robert, *La Chouannerie de 1832 dans les Deux-Sèvres et la Vendée orientale*, Lezay, A. Chopin, 1948, p. 47. Il est réintégré et sert jusqu'en 1826. En 1831, à la tête d'une bande puissante, il tiendra en échec les gendarmes.

35. Bulletins de police des 9-11 septembre 1819 et des 16-19 janvier 1820, Arch. nat., F⁷ 3792.

36. Compagnie de la Vendée, rapport annuel de 1822 et résumé de janvier 1823 ; Arch. nat., F⁷ 4215⁷. En conséquence, 15 gendarmes sur les 228 que compte la compagnie sont écartés, F⁷ 9804.

37. *Le Censeur européen* est attaqué pour calomnie par le procureur de Vitré ; bulletin de police du 1^{er} juin 1818, Arch. Nat., F⁷ 3790.

plus virulentes qu'une campagne de presse nationale est alors engagée contre l'arbitraire des gendarmes (*Gazette des tribunaux*, 30 janvier 1827). Il est déplacé à la lieutenance de Segré et animera la chouannerie angevine de 1832.

De fait, la transition politique, ouverte par la révolution de Juillet, confronte les gendarmes recrutés en 1815-1816 au dilemme entre le loyalisme de leurs convictions et le légalisme auquel les appelle leur uniforme. Le renvoi rapide de royalistes déclarés peut précipiter ce choix³⁸, au risque qu'ils basculent dans la clandestinité. Dans la Sarthe, les gendarmes révoqués en 1830 ont encadré une chouannerie restée embryonnaire³⁹. De fait, la compagnie enregistre de nombreux départs – 74 entre 1830 et 1831⁴⁰. Pour la plupart, il s'agit de mutations et de mises en retraite. Cependant, sur les onze gendarmes congédiés, sept sont d'anciens volontaires royaux de 1815. Ils s'ajoutent aux trois anciens volontaires qui ont été rayés des contrôles pour avoir refusé le serment de fidélité envers Louis-Philippe. Quatre volontaires ont été mutés à Paris ou dans la Seine-inférieure et deux autres sont congédiés en 1832, si bien qu'à cette date, il n'y a plus que quatre anciens volontaires dans la compagnie. Ces gendarmes licenciés, expérimentés et revanchards, inquiètent les autorités. Selon le capitaine Reveillère, le soulèvement de 1832 était annoncé non seulement par les menées des nobles et des prêtres, mais aussi par ces « anciens gendarmes [qui] se montraient fiers et arrogants, souvent même ils lâchaient des propos qui annonçaient leur retour dans l'arme et dans une position supérieure à celle qu'ils y avaient eue⁴¹ ».

L'arrivée d'hommes connaissant mal les localités affaiblit l'appareil répressif⁴², au moment où les bandes se structurent. Ce renouvellement partiel des compagnies ne suffit pas pour autant à leur gagner la confiance des libéraux, échaudés par ailleurs par l'intégration dans les nouveaux bataillons mobiles de membres de la gendarmerie royale de Paris, alors même que celle-ci a été dissoute pour son rôle réputé lors des Trois Glorieuses. Le problème est abordé à la Chambre des députés. Le 28 septembre 1831, le général Lamarque rappelle aux députés que, dès l'été 1830, alors que, fort de son succès en 1815, il avait été envoyé en mission dans l'Ouest, il préconisait soit de renouveler tout entière la gendarmerie – arguant du fait qu'elle avait été « organisée dans un système hostile à l'ordre des choses actuel » –, soit d'intervertir les gendarmes suspects de

38. Le chef de la 5^e légion affirme dès septembre 1830 que la compagnie d'Ille-et-Vilaine « venant d'être purgée de ce qu'elle avait de mauvais en officiers et en gendarmes sous le rapport de l'opinion et de la conduite, on peut compter sur elle », Arch. nat., F⁷ 4020.

39. DELAUNAY, Paul, *La Chouannerie de 1832 dans le Maine et particulièrement dans la Sarthe*, Le Mans, Monnoyer, 1932, p. 37.

40. Contrôle de troupes, compagnie de la Sarthe, DAT, 42 YC 1336.

41. Mai 1832, compagnie de la Sarthe, Arch. nat., F⁷ 4156.

42. Le chef de la 6^e légion reconnaît en août 1831 que l'arrivée de gendarmes provenant de compagnies très diverses a désorganisé la gendarmerie du Morbihan, Arch. nat., F⁷ 4093.

l'Ouest avec leurs collègues de l'Est, jugés patriotes⁴³. Lors de la séance du 22 octobre 1831, Tribert, élu des Deux-Sèvres, reproche au gouvernement de n'avoir pas procédé à une épuration en règle, à rebours de celle de 1816. Il cite le lieutenant royaliste Cady, qui a quitté Bressuire après juillet 1830, mais par voie de promotion. Plus grave, son poste est resté vacant six mois durant, laissant sans surveillance un arrondissement sensible⁴⁴.

Cette défiance perdue après l'insurrection de 1832, brisée non pas par la gendarmerie mais par l'armée de ligne. Dès le 24 juin, on joue à l'Ambigu-Comique une pièce sur la chouannerie. La scène se déroule près de Château-Gontier, à partir d'un canevas significatif pour ses lieux communs. Le drame national de la guerre civile se traduit par un mélodrame familial : le combat fratricide entre Robert Patrice – un brave soldat qui, manipulé, a déserté –, et son frère, le magnanime sergent Justin. La gendarmerie n'est qu'un repoussoir. Pour recruter les insurgés, un vil et pleutre marquis, M. de La Pigeonnière, leur promet des charges, sur l'air des *Cancans* : « Voulez-vous être censeurs ? L'état est plein de douceurs ; Ou bien soyez, sans façon, Gendarmes, c'est très bon. » Bruletout, un forçat condamné à mort, se présente et réclame une place de capitaine de gendarmerie⁴⁵. ... Cependant, les succès et le professionnalisme des gendarmes dans la pacification œuvrent peu à peu à la revalorisation de l'image du corps.

•

« Quel caractère peut rester à un gendarme qui, depuis 21 ans, a eu pour consigne de surveiller et d'arrêter successivement les ennemis de Robespierre, les ennemis du Directoire, les ennemis de Napoléon ; qui, le 30 mars dernier, considérait comme de grands coupables, et avait ordre d'immoler ceux qui prononceraient le nom de Louis, et qui voit aujourd'hui dans ce Prince son légitime souverain ? », ironisait, dès la première Restauration, le général Fournier-Sarlovèze⁴⁶. De fait, les périodes de transition mettent à nu les tensions constitutives de la gendarmerie du premier XIX^e siècle, comme bras armé de l'État mais aussi comme instrument au service du gouvernement, et exposée de ce fait à de brutales révisions en cas de changement de régime. L'Ouest constitue à ce titre un observatoire privilégié. À chaque renversement, la situation de l'arme est compromise, comme le manifeste l'inversion des rapports de force locaux.

Cependant, bien qu'elle souffre d'un grave déficit de légitimité, la gendarmerie reste la force légale. L'appui que les autorités ne cessent de lui prêter, dès lors que sa fidélité est acquise par un remaniement des effectifs, participe du processus de monopolisation de la force légitime au profit de la gendarmerie et de disqualification des groupes nés des insurrections,

43. MAVIDAL, Jérôme et LAURENT, Émile (éd.), *Archives parlementaires de 1787 à 1860. 2^e série*, Paris, P. Dupont, t. LXX, p. 206.

44. *Ibidem*, t. LXXI, p. 47.

45. COIGNARD, Théodore et Hippolyte, *Le chouan. Drame épisodique, mêlé de chants*, Paris, Malaisie, 1832 [1^{re} : 24 juin 1832, à l'Ambigu-Comique], p. 11-12.

46. FOURNIER-SARLOVÈZE, François, *Considérations sur la législation militaire*, Paris, V^e Agasse, 1815, p. 67.

si ce n'est à titre individuel par des admissions au sein des compagnies. L'introduction d'un tel personnel suffit néanmoins à susciter une double réaction de rejet. D'une part, au sein même de la gendarmerie, où la fiabilité professionnelle est jugée prioritaire à la fidélité politique. D'autre part, au niveau de l'opinion libérale, qui tient dans la figure du gendarme chouan une illustration frappante du dévoiement partisan de la force d'État. Par les contradictions auxquelles elles exposent les gendarmes, parfois traités « d'habits retournés ⁴⁷ », l'épreuve répétée des transitions contribue néanmoins au recentrage de son identité autour de la neutralité politique.

RÉSUMÉ

Les renversements politiques du début du XIX^e siècle frappent de plein fouet la gendarmerie, force publique utilisée au service du pouvoir politique. La situation est d'autant plus délicate dans l'Ouest, où les brigades, chargées de l'ordre légal, doivent cohabiter avec les bandes chouannes, fortes de leur légitimité royaliste. Inquiètes des revendications de ces dernières, les nouvelles autorités font le choix de s'appuyer sur une gendarmerie épurée, où le souci de fidélité politique est contrebalancé par celui de fiabilité professionnelle.

ABSTRACT

This paper deals with the consequential effects that the political reversals have on the gendarmerie during the early XIXth century, in the western départements, where the aftermath of civil war is fraught with threatened clashes. How a cohabitation is possible between the brigades, who are responsables for legal order but who suffer because of a gap of legitimacy, and the chouans, both royalists but unruly? With a careful pragmatism, the new authorities decid to rely on the gendarmerie after a purge against bonapartist members and a restricted incorporation of the chouans.

47. DESMARS, Bernard, *La Délinquance en Loire-inférieure entre 1800 et 1830*, doctorat, Histoire, dir. Yves-Henri NOUAILHAT, Nantes, 1990, p. 159.